

16 février 2007 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Conférence de presse conjointe de MM. Jacques Chirac, Président de la République, Amadou Toumani Toure, Président de la République du Mali, et John Kufuor, Président de la République du Ghana et Président de l'Union africaine, notamment sur les relations franco-africaines, l'aide au développement de l'Afrique et sur la situation en Guinée et au Darfour soudanais, à Cannes le 16 février 2007.

LE PRÉSIDENT - Mesdames, Messieurs, nous terminons à l'heure. Ce qui nous aura permis d'éviter de vous faire attendre. Ce qui est trop souvent le cas. Je tiens à saluer en notre nom à tous les trois l'ensemble des journalistes français et ceux venus de différents pays africains ou étrangers. Je les salue très cordialement. Ce XXIV^e sommet a réuni, vous le savez, une quarantaine de Chefs d'Etat et de Gouvernement.

Je les remercie, une fois de plus, pour leur présence. Je voudrais également remercier chaleureusement les autorités civiles et militaires du département et de la ville de Cannes, notamment le maire de Cannes, et l'ensemble des fonctionnaires de cette ville qui nous ont reçus avec beaucoup de gentillesse et ont organisé les choses parfaitement bien. Je remercie notamment l'ensemble des Cannois qui ont supporté avec bonne humeur les inconvénients inhérents à tout sommet de cette nature.

Ce sommet a été un bon sommet. Le Président Amadou Toumani TOURÉ disait, toute à l'heure, que c'était un succès. Il traduit, en effet, la vitalité des relations spécifiques qui existent entre la France et l'Afrique et, une fois de plus, il nous encourage à travailler ensemble. L'évolution des sommets reflète celle de l'Afrique et des relations entre l'Afrique et la France. La concertation entre les francophones s'est élargie, petit à petit, à l'ensemble du continent. Elle est marquée par l'importance de plus en plus grande qui s'est imposée à nous tous de souscrire aux exigences du développement. Le sommet s'est tenu selon une formule renouvelée puisqu'il vous a été possible de suivre une partie de nos travaux en direct. Ce sommet a été précédé par un forum sur les réussites africaines.

On oublie toujours d'en parler. Elles sont, pourtant, spectaculaires. L'ensemble de ces réussites notamment, celle des jeunes, se sont inscrites dans l'initiative qu'avait prise le Président TOURÉ au sommet de Bamako, qui était un sommet tourné vers la jeunesse et qui s'adressait à la jeunesse. On a pu voir que cette année un certain nombre de jeunes sont arrivés avec des réussites spectaculaires. Je considère, en particulier, que la création de l'association des musiciens africains annoncée par Youssou N'DOUR et Rokia TRAORÉ, comme un accompagnement à l'évolution de la culture africaine, fondée sur la richesse de sa musique, a été extrêmement positive.

L'objectif, qui a été approuvé par l'ensemble des Chefs d'Etat et de Gouvernement, a été de donner aux jeunes musiciens africains la capacité professionnelle qui leur manque encore. Ils ont

... donner aux jeunes musiciens africains la expertise professionnelle que leur manque encore, ce n'est pas le talent, la notoriété mais il leur manque encore la technicité, la professionnalisation et les moyens modernes et techniques de se faire entendre, qu'ils sont obligés d'importer, soit des Etats-Unis, soit d'Europe, pour pouvoir réaliser leurs concerts. Je remercie beaucoup, à la fois, ceux qui s'y sont associés, et en particulier Youssou N'DOUR et Rokia TRAORÉ, pour avoir mis en place et nous avoir convaincu de la nécessité de donner cette impulsion à un élément essentiel de la culture africaine qu'est la musique. A Cannes, nous avons évoqué les crises, en particulier celle du Darfour, les problèmes de la Guinée, ceux de la Côte d'Ivoire, de la Somalie. Vous connaissez la position de la France : c'est l'appui au processus de dialogue national. C'est l'appui aux interventions dans le cadre des organisations régionales, c'est-à-dire de l'UA et de l'ONU. C'est le respect des accords que nous avons avec un certain nombre de pays africains. Lors des tables rondes, nos travaux ont permis d'avancer sur trois grands sujets : la place et le poids de l'Afrique dans le monde, et notamment les problèmes liés à la nécessité de mettre en place de nouvelles techniques pour permettre de réunir les moyens nécessaires à l'aide au développement : les matières premières et l'Afrique et la société de l'Information. Voilà pour les trois tables rondes. Il faut donner à l'Afrique les moyens de s'associer au mouvement actuel de la mondialisation.

L'Afrique a de très nombreux atouts, grâce à la multiplicité des liens qu'elle a tissés avec les autres continents. Les nouvelles techniques de communication peuvent lui permettre d'entrer rapidement, et de plain-pied, dans les courants les plus porteurs de la croissance, à condition qu'on lui en donne les moyens.

La question des matières premières reste au centre de nos réflexions et des réflexions internationales. J'ai particulièrement insisté sur la question du coton. Nous avons eu là des débats extrêmement approfondis et intéressants avec la présentation technique, très compétente, de M. Erik ORSENNA, de l'Académie française, qui a écrit, vous le savez, un livre sur ces questions. Il est l'un des grands spécialistes des problèmes du coton en Afrique, entre autres choses. Il les a évoqués avec beaucoup de compétence, de cœur et de générosité. Nous avons également souligné que l'OMC, c'était très bien, à condition que la tendance naturelle à rechercher des accords au détriment des pays les moins avancés ne soit pas confirmée. Car, dans l'état actuel des choses, les rapports des forces, notamment entre les pays riches et les pays émergents, tendent à orienter l'ensemble du processus au détriment des pays en développement. Il faut y être extrêmement attentif.

La France y est extrêmement attentive. Aucun pays ne peut sérieusement planifier son développement ni organiser ses dépenses publiques avec les incertitudes qui existent actuellement, notamment sur les cours des matières premières, tantôt à cause de surproductions, tantôt à cause de pénuries, parfois, plus simplement, à cause de pratiques spéculatives contre lesquelles nous devons lutter et qui, hélas, se développent un peu partout dans le monde. Il faut s'en occuper, même si cela heurte de puissants intérêts. Je pense notamment au coton mais à d'autres aussi. Parce que c'est l'intérêt collectif, à terme, que chaque pays du monde ait la possibilité de tirer le meilleur parti des ressources qui sont les siennes.

Pour ma part, je ne me décourage pas et ne me découragerai jamais. Je sais depuis longtemps, depuis les premiers débats sur la dette, lorsqu'en 1996, la France a proposé au Sommet de Lyon l'annulation des dettes des pays les plus pauvres, jusqu'aux financements innovants avec, aujourd'hui, la décision prise par 18 pays africains d'adhérer au processus de la taxation des billets d'avion. Je sais très bien que dans ces domaines les progrès prennent du temps, que c'est une question de volonté, qu'il faut clairement l'afficher, répéter les choses indéfiniment, jusqu'à convaincre. Mais quand il s'agit de bonnes causes et, c'est le cas, on finit toujours par convaincre. Ce sommet a été enfin utile parce qu'il a évoqué les problèmes liés à la paix. D'abord, les problèmes de la Guinée. Nous avons pris une résolution appelant fermement les autorités guinéennes à sortir de l'impasse, à protéger les populations civiles, à enclencher un processus politique. Nous sommes d'accord pour que l'Union africaine, la CEDEAO, et les Etats intéressés s'engagent pour régler ce problème qui nous préoccupe beaucoup. Vous savez qu'il y a actuellement quelque 2 000 Français en Guinée, 4 000 Libanais, 500 ou 600 Américains,

d'autres encore. Que l'inquiétude de ces gens est grande, en raison de l'évolution de la situation. La France a pris des dispositions matérielles, à la fois navales et aériennes, à la demande de ces pays, et pour son propre compte, afin, le cas échéant, et en espérant que cela sera inutile, d'apporter les secours qui pourraient être nécessaires à ses ressortissants. Le gouvernement libanais notamment nous a fortement demandé d'être très vigilant sur les secours que nous pourrions apporter aux quelques 4000 Libanais qui vivent actuellement en Guinée.

J'espère que nous n'en arriverons pas là, bien entendu, et que, avec la sagesse de la CEDEAO et de l'Union africaine, nous arriverons à trouver une solution à la crise de ce pays. Nous avons également -mais je crois que vous êtes au courant puisque vous avez eu les commentaires du Président BECHIR- parlé de la paix au Darfour, sous l'initiative et la responsabilité du Président KUFUOR, qui a présidé une réunion qui a duré deux heures hier au soir, et à laquelle participaient, d'une part, les pays concernés, c'est-à-dire le Soudan, le Tchad et la Centrafrique, mais également l'Egypte avec M. Hosni MOUBARAK qui sera l'hôte du prochain sommet, l'ancien Président de l'Union africaine, M. SASSOU N'GUESSO et le doyen, M. Omar BONGO. L'accord obtenu hier soir, sous l'égide de l'Union africaine doit, nous l'espérons, permettre la reprise du dialogue entre le Tchad, la Centrafrique et le Soudan. Il faut respecter les souverainetés et arrêter le soutien à des mouvements armés, dont on ne peut attendre que des drames ou des difficultés. J'en appelle à toutes les parties, pour qu'elles mettent un terme à une catastrophe humanitaire qui déstabilise toute la région, qui inquiète profondément l'ensemble de la communauté internationale et qui est arrivée à un point tel qu'un certain nombre d'organisations humanitaires, dont chacun connaît le courage et la compétence, ont été obligées d'abandonner le terrain.

La France a agi dans cette affaire conformément à ses responsabilités. Voilà, en résumé, ce qui s'est passé à l'occasion de ce sommet. Je vais d'abord donner la parole au Président malien, qui avait présidé le précédent sommet, auquel je voudrais rendre un particulier hommage. Le sommet de Bamako a été une réussite, notamment pour ce qui concerne les initiatives en direction de la jeunesse. Le Président TOURÉ les a conduites jusqu'au Sommet de Cannes. Je lui passe la parole. Le Mali est un bel exemple de réussite africaine.

MONSIEUR TOURÉ - Mesdames et messieurs, je voudrais tout d'abord féliciter et remercier la France et le Président CHIRAC, pour le soutien et l'appui qu'ils ont bien voulu apporter à l'organisation du XXIIIe Sommet Afrique France, qui s'est tenu au Mali, à Bamako. Je voudrais aussi profiter de l'occasion pour remercier tous les pays qui nous ont accompagnés au cours de notre mandat, et qui nous ont permis d'arriver à des résultats que je considère satisfaisants. Je voudrais également saluer ici, Monsieur le Président, la parfaite organisation de ce XXIVe Sommet. Cela a été un très grand succès, à tous points de vue, par la présence remarquable, le nombre et la qualité des participants et en raison de tous les sujets que nous avons été amenés à discuter. Mes salutations vont, encore une fois, à la suite des autres chefs d'Etat, à M. le Maire de Cannes. A Bamako, nous avons pris un thème, en consultation avec la France, sur la jeunesse, qui est une chance, mais également peut être source d'angoisse et de difficultés graves. Nous avons voulu faire appel à cette jeunesse dans ses aspirations, sa créativité et sa vitalité.

L'originalité du Sommet de Bamako a été tout d'abord, comme celui de Cannes, d'organiser au préalable un Sommet des jeunes, qui sont venus parfois, dans un langage de vérité, avec des mots durs, nous dire leurs diagnostics sur la situation, parler de leurs aspirations, de leur vitalité et dire ce qu'ils pensent de nous. Je pense que la réunion qui s'est tenue à Bamako a pu, dans une certaine limite, dégager des orientations. Monsieur le Président, vous l'avez dit et je l'ai répété, le Sommet de Cannes est un peu le prolongement du Sommet de Bamako. Voici deux ou trois choses que j'ai retenues de ce Sommet. Nous avons parlé du problème des matières premières et nous sommes revenus rapidement, nous Sahéliens, sur le coton. Je disais à un chef d'Etat que le coton, c'est la richesse des pauvres. Hier, c'était l'or blanc, aujourd'hui, c'est vraiment un cauchemar.

C'est un véritable supplice de Tantale. Nous avons la barbe dans l'eau et l'on meurt de soif. Jamais nous n'avons produit tant de coton en quantité et en qualité, mais jamais les prix n'ont

été aussi instables qu'aujourd'hui. Il y a des gens qui sèment du coton et qui récoltent allègrement des subventions. Nous, malgré tous nos efforts, nous semons du coton et on ne récolte que des déficits. C'est plus de seize millions d'Africains, uniquement dans la zone d'Afrique centrale, l'Afrique de l'est, qui vivent de ce coton. Nous avons parlé de la formation dans ce panel. A Bamako nous avons déjà un centre sous-régional extrêmement important, sur la recherche sur le coton et la fibre.

On a parlé également de la place et du poids de l'Afrique dans le monde. On a évalué rapidement les handicaps, sans complaisance, les désespoirs mais aussi l'espoir qui est permis. Surtout, nous avons relevé les défis anciens et nouveaux. Mais nous avons surtout insisté sur la stabilité de l'Afrique et avons admis que seule une Afrique forte sera un partenaire fiable. Je pense que le point suivant, que nous avons retenu, c'est que nous avons souhaité qu'au niveau de quelques grandes organisations internationales, l'Afrique ait une place plus forte et, notamment, au Conseil de sécurité. L'Afrique mériterait bien d'avoir au moins deux sièges. Nous appelons à deux sièges supplémentaires au FMI et à une augmentation de notre présence à la Banque mondiale. Mais nous avons surtout recommandé qu'il y ait des relations suivies entre le Conseil de sécurité des Nations Unies et le Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine. Monsieur le Président, vous avez mis l'accent sur les financements innovants et UNITAID, que nous venons de signer. Surtout, nous avons tenu à parler de la maîtrise de la migration, parce que nous pensons que le tout-sécuritaire ne sera pas une solution.

Le co-développement est certainement bien, mais mérite qu'on le renforce. Il y a quelques jours, à Bamako, nous avons signé, avec le Commissaire à la coopération et à l'action humanitaire, et en présence de certains ministres de la coopération européens, la mise en place d'un centre sur la migration à Bamako, qui aura le rôle essentiel de former, de sensibiliser, mais également de donner des réponses à ceux qui voudraient s'engager dans une telle aventure. Pour ce qui concerne les médias, les relations entre l'Afrique et la société de l'information, nous avons dit quel était le rôle que les médias pouvaient jouer dans le cas du développement, dans le cas de la bonne gouvernance, dans le cas de la sanction également vis-à-vis du pouvoir.

Nous avons tenu également à soulever qu'une certaine forme de presse peut avoir également des conséquences désastreuses, dans certains cas. Et nous avons surtout signalé la caricature, souvent d'une certaine presse, vis-à-vis du continent africain, qui donne une image beaucoup plus sombre, et parfois loin de la réalité, ou bien tout simplement qui relève de l'amalgame. Monsieur le Président ? voilà quelques points, sans rentrer dans trop de détails. Avant de permettre à mon aîné de prendre la parole, permettez-moi de dire encore une fois merci pour l'accompagnement du mandat que le Mali a eu le privilège, pendant un an et demi, d'accomplir. De me féliciter également de la participation et de l'organisation des différentes corbeilles auxquelles on a participé. Les corbeilles étaient remplies de ce que l'on pouvait considérer comme les préoccupations essentielles de nos pays.

LE PRÉSIDENT - Merci Monsieur le Président. Je donne la parole à M. KUFUOR, Président du Ghana, Président en exercice de l'Union africaine.

MONSIEUR KUFUOR - Je vous remercie Monsieur le Président. En marge du Sommet, un certain nombre de Présidents, à l'initiative du Président CHIRAC, et sous ma présidence, ont eu l'occasion de réunir les Présidents du Soudan, du Tchad et de la République Centrafricaine, afin de délibérer sur les problèmes transfrontaliers qui se posent à ces pays du fait du débordement de la crise du Darfour. Nous les avons réunis pour essayer de trouver les moyens de contenir les problèmes qui se trouvent dans cette région de l'Afrique, afin de pouvoir ensuite mieux nous concentrer sur la solution à apporter au problème du Darfour. La réunion a duré environ deux heures, les trois Présidents du Tchad, de la République Centrafricaine et du Soudan sont tombés d'accord sur le texte d'une déclaration stipulant qu'ils respectent la souveraineté de chacun. Ils se sont donc engagés à respecter la souveraineté de chacun. Ils ont également accepté de ne pas appuyer les groupes de rebelles qui traversent leurs frontières et qui ne font qu'ajouter au conflit et à la déstabilisation de ces territoires. I

Ils ont également accepté de se consulter, de mettre en place des instances de concertation entre eux, afin de lever, entre eux, les malentendus et les soupçons qu'ils nourrissent encore. Enfin, ils

ceux, ainsi de lever, entre eux, les malentendus et les soupçons qui ne favorisent pas. Enfin, ils ont accepté que l'Organisation des Nations Unies, et plus précisément le Conseil de Sécurité, ainsi que l'Union africaine, soient à la tête de forces qui seront déployés aux frontières de ces trois Etats, qui patrouilleront le long de ces frontières, empêchant ainsi le trafic d'armes et le passage de rebelles d'un territoire à l'autre, afin d'interrompre et de mettre un terme à cette déstabilisation. Je pense que vous avez tous reçu une copie de cette déclaration de Cannes qui a été signée par les trois Présidents concernés avec pour témoins le Président CHIRAC, le Président MOUBARAK, de l'Egypte, le Président BONGO du Gabon, le Président SASSOU N'GUESSO du Congo Brazzaville et de moi-même, bien entendu, à titre de Président de ce groupe de consultation, signataires de la déclaration.

Nous avons également discuté des efforts à déployer sous l'égide de l'Organisation des Nations Unies et de l'Union africaine afin de faire participer aux négociations, qui sont en cours entre les Nations sur la question du Darfour, non seulement les leaders des groupes de rebelles, mais également toutes les parties concernées, c'est-à-dire la Commission de l'Union africaine, et les représentants des Nations Unies qui seront chargés de faire participer aux négociations les chefs de file des groupes de rebelles.

Autre question sur laquelle ce Sommet s'est mis d'accord, et sur laquelle un communiqué a été également publié, c'est la situation en Guinée. Le Sommet a, en effet, considéré que la situation en Guinée est extrêmement préoccupante, et a donc exprimé son inquiétude et en a appelé aux autorités guinéennes pour qu'elles utilisent des instruments pacifiques afin que des solutions soient trouvées à la situation sur place.

En attendant, sous l'égide de l'Union africaine et de la CEDEAO, des initiatives sont prises avec les autorités guinéennes afin d'essayer de trouver une solution pacifique le plus rapidement possible à cette situation, à la fois critique, et même menaçante, dans ce pays. Nous pensons qu'au cours des prochains jours, une délégation de la CEDEAO et de l'Union africaine pourront se rendre en Guinée afin de trouver une solution à cette situation. Voilà, Monsieur le Président, Je crois avoir apporté ma petite pierre à cette conférence de presse.

LE PRÉSIDENT - Merci beaucoup Monsieur le Président.

QUESTION - Monsieur le Président, dans votre discours d'ouverture hier, vous avez appelé le Soudan à accepter le déploiement d'une force internationale au Darfour. Avez-vous le sentiment que vous avez réussi, trouvé une disponibilité de la part du Président soudanais à accepter votre appel ? J'entends ici et là qu'il y a un projet de visite en Algérie, pouvez-vous nous éclairer sur cette question, d'autant plus qu'on dit également que le projet de rédaction du traité d'amitié est presque achevé ?

LE PRÉSIDENT - Sur la première question, le Président KUFUOR vous a répondu amplement, et en détail, sur ce qui a été décidé. Sur l'Algérie, vous savez parfaitement, qu'aussi bien du côté algérien que du côté français, on souhaite qu'un traité d'amitié puisse être élaboré. Il nous faut le temps nécessaire de le faire. J'espère qu'il sera le plus court possible.

QUESTION - Monsieur le Président, votre ami, le Président WADE n'est pas là. Il est en pleine campagne électorale. Quel est le message que vous lancez au peuple sénégalais, au Président WADE et à ses adversaires politiques ? Quel regard portez-vous sur l'état de la francophonie aujourd'hui ? Je vois de plus en plus que notre belle langue de Molière ne gagne plus ses galons, que faudrait-il faire ? Nous qui lisons nos médias et les médias occidentaux, nous voyons qu'il y a un très grand décalage. Il est évident, quand on connaît comment votre pays marche, sur la liberté de la presse, que ce n'est pas au Président de la République de dire aux journalistes : "arrêtez de dénigrer l'Afrique". Que faudrait-il faire ?

LE PRÉSIDENT - Le Président WADE, comme vous l'avez indiqué, est en pleine élection. Je n'ai pas, par conséquent, de commentaires à faire, quelle que soit l'amitié que j'aie pour lui. Vous me dites : "quel message pouvez-vous adresser au peuple sénégalais", qui a des liens très forts et très anciens avec la France. Mon message est simple : prospérité, bonheur, stabilité et développement. Je le souhaite de tout coeur, à tous les Sénégalais.

Sur la francophonie, vous avez raison d'évoquer les problèmes auxquels elle est confrontée. Je voudrais regarder les choses également avec un peu d'optimisme. On ne peut pas être seulement

pessimiste même si l'on a quelques raisons de l'être. Vous avez, aujourd'hui, pour la première fois, dans les 27 pays qui constituent l'Union européenne, une majorité adhérant à la francophonie. Ce qui est un progrès. Je ne dis pas que cela est suffisant. Ce que vous devez savoir, c'est que la francophonie, et notamment son organisation, en particulier sous l'impulsion du Président Abdou DIOUF, fait le maximum pour améliorer la situation.

QUESTION - Monsieur le Président, est-ce votre dernier Sommet Afrique-France ? Qu'est-ce que vous répondez aux candidats français à l'élection présidentielle, qui critiquent, avant et pendant ce sommet, votre politique africaine ? Mme Royal avait notamment critiqué vos relations personnelles avec certains chefs d'Etat africains. Qu'avez-vous à lui répondre ?

LE PRÉSIDENT - Vous me demandez "si c'est votre dernier sommet. Je vous réponds : oui, pour cette année. La plupart de mes collègues m'ont salué très gentiment parce qu'ils parlaient juste avant la conférence de presse. Je dois dire que tous ont dit "eh bien, à notre prochain sommet en Egypte". Je n'ai pas répondu. Quant aux critiques que l'on peut me faire, les réserves, elles sont normales et légitimes. La France est heureusement un pays en démocratie, où chacun a le droit d'exprimer sa pensée. Je souhaite que tous les candidats éventuels aient conscience de l'importance capitale que l'Afrique a pour le monde, aient conscience de l'importance de l'aide au développement de l'Afrique pour l'équilibre et la stabilité du monde, indépendamment des problèmes moraux que cela pose. Et que les relations entre la France et l'Afrique sont essentielles pour notre pays.

QUESTION - Merci beaucoup, Monsieur le Président, pour l'organisation du XXIVe sommet France-Afrique. En quoi votre approche sur l'aide au développement a-t-elle vraiment changé l'évolution des sommets Afrique-France, et notamment celui de Cannes ? Quelles sont les conséquences à en tirer ?

LE PRÉSIDENT - Cher Monsieur, peut-être que Amadou Toumani TOURÉ pourrait répondre à cette question.

QUESTION - Monsieur le Président, je serai très embarrassé parce que l'aide au développement, je ne la donne pas, je la reçois. Je souhaiterais qu'elle augmente. Je vous avoue que sur le terrain nous avons des résultats dont nous sommes fiers.

LE PRÉSIDENT - La vérité c'est qu'aujourd'hui l'Afrique a 900 millions d'habitants, dont 35% de moins de 18 ans. Dans moins de cinquante ans, il y en aura 1 milliard 900 millions. Il y a donc des raisons politiques, économiques, morales qui exigent d'avoir une autre approche du développement.

Il est évident que les seules ressources budgétaires des pays riches ne permettront pas d'assumer le coût de l'aide au développement, lequel est pourtant vital, pour des raisons morales et de stabilité politique. Nous l'avons vu avec les engagements pris pour le millénaire en 2000. Ils ne seront pas tenus. Par conséquent, il faudra trouver autre chose. D'où l'idée de trouver des financements innovants. La vérité, c'est qu'il n'y a pas d'autres solutions que de taxer, d'une façon ou d'une autre, l'augmentation de la richesse mondiale annuelle ou l'augmentation du commerce mondial. Il n'y a pas d'autres solutions pour dégager les quelques 150 milliards de dollars qui doivent chaque année être affectés à l'aide publique au développement.

C'est dans cet esprit que j'ai proposé de faire une expérience utile sur le plan de la santé mais également sur le plan de l'exemple, en instaurant une taxation des billets d'avion dont le profit permet de développer les moyens et les médicaments nécessaires pour lutter contre le paludisme, la tuberculose et le sida. J'y vois un effet de l'évolution de la pensée internationale que 18 pays africains, aujourd'hui, aient adhéré à cette initiative. Je le répète encore, parce que cela permet de lutter contre les grandes pandémies mais beaucoup plus encore, parce que cela permet de démontrer que des financements innovants peuvent, et seuls permettront, le développement indispensable de l'Afrique, dans les cinquante prochaines années.

QUESTION - Une question qui s'adresse à M. John KUFUOR et au Président CHIRAC. Ces derniers mois, la France est intervenue militairement au Tchad et en Centrafrique, notamment par son aviation, mais pas seulement, par des troupes au sol aussi. Est-ce que, pour vous, Monsieur le Président KUFUOR, héritier de Kwame NKRUMAH, cela ne pose pas un problème

que la France renoue avec des pratiques néocoloniales ? Monsieur CHIRAC, cela n'est-il pas inquiétant que des Africains ne prennent pas en main eux-mêmes leur sécurité et que la France soit encore obligée de jouer le gendarme de l'Afrique ?

M. JOHN KUFUOR - La situation dans cette partie de l'Afrique est au centre des préoccupations internationales. D'ailleurs l'ONU y est présente, et il se trouve que la France est un membre permanent du Conseil de sécurité des Nations Unies. La France, depuis toujours, est une amie de l'Afrique et, par conséquent, je ne trouve pas qu'il y ait dans la situation un quelconque relent de néocolonialisme, en tous cas émanant de la France.

Par conséquent, nous apportons notre soutien le plus total à cet engagement, qui se fait aux côtés de l'Union africaine. Il se trouve que l'Union africaine a pris l'initiative d'envoyer des forces là-bas, au Soudan, et c'est une initiative qui cherche à contenir les problèmes humanitaires que l'on connaît dans cette partie de l'Afrique. Il se trouve qu'aujourd'hui, nous n'avons pu manquer de constater que nous n'avons pas beaucoup progressé. Le Conseil de sécurité a adopté des résolutions, nous les avons appuyées, mais vous savez que ces corps de maintien de la paix, qui sont des corps en fait hybrides, composés de forces différentes, ont été envoyés au Darfour pour essayer de contenir le problème. C'est un contingent de 20 000 hommes, mais malheureusement, cela n'a pas été suffisant.

Et puis, les trois pays frontaliers, à savoir le Soudan, la Centrafrique et le Tchad, ont commencé à se lancer des accusations les uns aux autres. Nous avons décidé de prendre la question en mains et de soulever le problème avec les Présidents en question. Après une séance de travail, qui a été très libre dans son ton, nous sommes arrivés à un accord qui nous permet d'étayer les forces de maintien de la paix dépendant de l'Union africaine, et qui assurent le contrôle des frontières.

Par conséquent, je ne pense pas que cette implication de la France dans la région du Darfour soit susceptible de semer la zizanie dans la région, loin de là. Nous avons d'ailleurs pu en parler avec M. le Président CHIRAC, qui a pu nous écouter et faire part de ses préoccupations. Nous n'avons pas estimé que les actions de pays non-africains dans la région soient une ingérence indue dans les affaires africaines : il s'agit là d'une crise humanitaire très grave, à laquelle nous sommes confrontés en Afrique : tous les appuis et les concours sont les bienvenus.

LE PRÉSIDENT - Je crois aussi, cher Monsieur, que votre réflexion date un peu. La France, pas plus au Darfour qu'en Centrafrique ou au Tchad, pas plus qu'en Côte d'Ivoire, n'agit proprio motu. Elle agit avec l'accord ou à la demande, à la fois de l'ONU et de l'Union africaine. Il n'y a pas là d'initiative intempestive, qui nous permettrait de justifier le terme inadéquat de "gendarme de l'Afrique". La France agit à la demande des autorités africaines ou internationales compétentes, et continuera de le faire.

QUESTION - Monsieur le Président, vous avez donné à ce sommet une dimension européenne en invitant la Présidente en exercice de l'Union européenne, Mme Angela MERKEL et le Commissaire européen. Trois brèves questions : acceptez-vous la formule du "passage de relais" de la France à l'Europe pour le dossier africain ? Que pensez-vous, par ailleurs, du débat sur les institutions européennes, puisque vous assisterez dans quelques semaines à un sommet européen ? Et avez-vous été irrité par la Conférence de Madrid de quelques pays européens qui ont décidé d'une relance politique de l'Europe sans la France ?

LE PRÉSIDENT - Sur la troisième question, je n'ai pas été le moins du monde irrité, dans la mesure où il était tout à fait légitime que des pays qui avaient approuvé la réforme institutionnelle se réunissent pour essayer de voir comment ils pourraient apporter leur coopération, notamment à la Présidence allemande, pour sortir de l'impasse dans laquelle les décisions qui ont été prises démocratiquement par le peuple français et le peuple hollandais, les avaient plongés. Donc c'est tout à fait naturel et cela fait partie de la réflexion normale de l'Europe. Vous aurez d'ailleurs remarqué qu'il n'y a pas eu l'ombre d'une critique, dans cette réunion, à l'égard de la France. Tout le monde respecte le sentiment exprimé par les Hollandais ou les Français. On dit simplement : il y a un problème, la France et la Hollande l'ont posé, sans donner de solutions, donc il faut trouver une solution. Sur le passage de relais à l'Europe, je suis tout à fait sévère à l'égard de cette expression. Je me bats depuis bien longtemps pour mobiliser l'Europe au

regard de cette expression. Je me bats depuis bien longtemps pour mobiliser l'Europe au bénéfice de l'Afrique. Il y a bien longtemps que je le fais. Notamment depuis qu'il y a un commissaire compétent chargé des affaires africaines, je parle de Louis MICHEL qui, de surcroît, est pour moi un ami.

Je le mobilise en permanence pour qu'il s'occupe soit de problèmes particuliers, soit de problèmes généraux concernant l'aide à l'Afrique et son développement. Ce n'est donc pas un problème de passage de relais, c'est simplement le fait que je considère que toute l'Europe doit être concernée par l'Afrique et le développement de l'Afrique. Il y a, d'ailleurs, un budget européen. Je vous signale d'ailleurs que la France, à elle toute seule, représente 16% du budget européen, et contribue à hauteur de 25% au budget de ce fonds européen de développement. C'est une décision que j'avais prise à Cannes, lors d'un sommet où certains pays voulaient diminuer le fonds européen de développement. J'avais accepté de prendre en charge ce que les autres voulaient limiter. Donc, la France ne fait pas de passage de relais, mais assume l'essentiel de l'effort, pour le moment. Et elle n'a jamais demandé à ce que cet effort soit remis en cause. C'est dans cet esprit que j'ai invité Mme Angela MERKEL et tout ce qui permet de renforcer les liens entre l'Europe et l'Afrique est, par définition, souhaitable pour l'Europe et pour l'Afrique, sur le plan de la stabilité, sur le plan de la morale, sur le plan de l'économie. Et c'est la raison pour laquelle je m'en suis réjoui.

QUESTION - Monsieur le Président, dans la campagne actuelle en France, et vous avez certainement une idée là-dessus, il y a un débat sur la Constitution, allégée ou pas allégée, et les institutions européennes. Quels commentaires faites-vous ?

LE PRÉSIDENT - Je ne fais aucun commentaire. Ce n'est pas le sujet qui a été traité ici.

QUESTION - On parle beaucoup d'aider l'Afrique. Quand les Africains vont-ils arriver à fixer les prix des matières premières par eux-mêmes au lieu que cela soit décidé ailleurs ?

LE PRÉSIDENT - C'est une des questions importantes. Mais peut-être que M. TOURÉ préférerait y répondre.

MONSIEUR TOURÉ - Monsieur le Président, j'avoue que j'aurais voulu que les prix se fixent à Bamako. Mais, malheureusement, il faut être réaliste. C'est ailleurs qu'on le fait. Cela est en contradiction avec un de nos adages qui dit "qu'on ne peut pas raser votre tête en votre absence". Or, je vois bien que c'est ce qui nous arrive. On rase convenablement nos têtes ailleurs sans que nous soyons présents. Mais, petit frère, je souhaite de tout coeur, certainement dans les générations futures, qu'un jour, ils parviendront à ramener les prix des matières premières africaines en Afrique.

LE PRÉSIDENT - Le cas plus typique est celui du coton. La situation, que chacun connaît, que je ne développerai pas, est une situation profondément choquante, moralement et financièrement. Le coton, qui est une des ressources essentielles de l'Afrique, et permet à beaucoup de gens de vivre, est totalement perturbé dans ses cours par des subventions scandaleuses, et totalement injustifiées, parfaitement immorales, qui sont données à un certain nombre de producteurs de coton des pays riches.

L'Europe, qui en faisait partie, a réglé son problème. Les Etats-Unis ne l'ont pas encore fait. Je les encourage très vivement, au nom de la morale, à prendre les mesures qui s'imposent, c'est-à-dire à supprimer ces aides scandaleuses.

QUESTION - Monsieur le Président, je suis le promoteur d'une chaîne de télévision qui s'appelle 3A TV Sud, société panafricaine basée en France et j'ai suivi les débats sur la société de l'information hier. J'étais un peu surpris de voir que quand on parlait, à chaque fois, de la promotion de l'image de l'Afrique, ou de la promotion de la francophonie, on ne le voyait qu'à travers les médias du nord.

Est-ce que c'est une volonté de votre part, vous Présidents Africains, et vous Président Français, ou est-ce qu'il y a un manque d'échanges et d'informations ? Deuxièmement, vous avez initié une politique de relations avec l'Afrique. Mais on a l'impression qu'au fur et à mesure que les sommets avancent, la diaspora africaine qui est quand même assez dense et intense à l'international, est absente de toutes les données économiques alors qu'il y a un flux financier important. Ne pensez-vous pas qu'il y a matière à mettre en place une politique d'échanges

permettant à cette diaspora d'apporter une aide véritable et concrète au développement ?

Et dernière question, Monsieur le Président KUFUOR, est-ce qu'on peut penser que le Ghana, qui veut devenir un pays bilingue, en français et en anglais, peut être encouragé à avoir une chaîne de télévision française et anglaise, s'imposer sur son territoire, au lieu d'avoir une énième chaîne américaine sur son territoire ?

MONSIEUR KUFUOR - Nous sommes, en effet, entrés dans l'ère de la science et de la technologie. Par ailleurs, les forces du marché s'imposent très fortement dans le monde entier pour chaque société, qu'elle soit africaine, ou autres. Pour qu'elle puisse entrer dans la société de l'Information, il faudrait qu'une fois qu'on a le savoir faire, on puisse obtenir les investissements. Or l'Afrique manque cruellement de ce développement. C'est pourquoi l'Afrique, aujourd'hui, fait cet effort délibéré d'entrer dans la société de l'information. Mais aujourd'hui, nous sommes dans une période que j'appellerai période de transition. Je me souviens du sommet qui a eu lieu il y a deux ou trois ans au Swaziland, où le Président WADE, du Sénégal, a lancé un appel tout particulier pour trouver des financements pour aider l'Afrique, pour lui permettre d'entrer dans cette société de l'Information, d'en faire partie. Nous voulons le faire sur notre propre territoire. Ce n'est pas que nous sommes tombés tellement amoureux de l'Europe que nous voulons que se soit l'Europe qui nous fasse entrer dans la société de l'Information. Non. Ce que nous voulons, c'est que l'Europe soit un partenaire pour nous garantir ces investissements qui nous permettrons, nous-mêmes, d'entrer dans cette ère de la société de l'Information. Or, pour cela, il faut disposer des connaissances, des savoirs, des technologies et des investissements. Sans avoir la maîtrise dans ces domaines technologiques et scientifiques, on ne peut pas avancer. Par ailleurs, en ce qui concerne ce que vous dites de la diaspora africaine. Vous avez raison, c'est aux membres de la diaspora de décider : est-ce que vous êtes en Europe, et vous êtes les porte-paroles de l'Afrique, ou est-ce que, en tant qu'Africain, après vous êtes formé en Europe, avoir passé du temps en Europe, vous revenez apporter les savoir, les connaissances les idées en Afrique. C'est votre décision.

C'est à la diaspora africaine d'en décider. Ensuite, vous avez parlé du Ghana. C'est vrai, le Ghana est une sorte d'îlot dans une région très francophone de l'Afrique. C'est pourquoi nous avons cette volonté d'imposer le bilinguisme, de le faire entrer dans nos écoles et, partout où nous le pouvons, parce que nous voulons pouvoir échanger avec nos voisins, le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, le Togo, le Niger, le Mali. Nous voulons, ensemble, nous réunir, nous rapprocher. Cela fait partie de l'état d'esprit de la CEDEAO. Nous sommes dans ce processus. Cela prendra peut-être un peu de temps, mais nous souhaitons le réaliser.

LE PRÉSIDENT - Lors du prochain Sommet, le Président KUFUOR, s'adressera à vous en français.

QUESTION - En France, on a beaucoup parlé de la visite du Président HU Jintao, en Afrique, dix pays l'année dernière, huit pays cette année. On a dit que la Chine est en train de pénétrer dans ce continent africain dans tous les domaines, politique, économique, culturel. Nous souhaitons avoir votre opinion sur ce sujet. Demain c'est le nouvel an chinois, J'aimerais bien vous demander un bonjour amical à tous les Chinois dans le monde entier.

LE PRÉSIDENT - Tout d'abord, je me réjouis beaucoup des actions conduites par la Chine en Afrique. Elles sont à mes yeux positives. J'avais eu longuement l'occasion de m'en entretenir avec le Président HU Jintao, juste avant le Sommet africain à Pékin, et nous avons très longuement parlé de ces relations entre la Chine et l'Afrique. Elles sont nécessaires, l'Afrique a besoin d'avoir des relations avec l'ensemble du monde. Aussi bien économiques, que politiques et culturelles.

Les deux dernières visites des autorités chinoises et du Président HU Jintao en Afrique ont été positives, si j'en crois tous les avis qui ont été émis par les autorités africaines. Par conséquent, je le répète, je me réjouis de ce nouveau lien qui se crée entre l'Afrique et la Chine. Vous me dites que c'est le nouvel an chinois. Vous me permettrez de penser, un instant, à tous les Chinois qui vivent en France, car ils sont nombreux.

C'est une partie active de l'économie, de la population française. A ceux-là, je veux leur dire des

voeux affectueux pour le nouvel an chinois. Plus généralement, je voudrais adresser tous mes voeux de prospérité, à l'ensemble du peuple chinois, qui est un peuple pour lequel j'ai beaucoup d'estime et beaucoup de respect.

Je vous remercie.